

B) - Revue de presse non-exhaustive sur l'opposition, en Région Asie-Pacifique, au plan de rejet des eaux contaminées de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. Relevé du groupe (Facebook) Fukushima informations.

1) **Juillet 2021.** Lors de la rencontre triennale des dirigeants des îles du Pacifique (PALM) sous la présidence du Japon, sur la question des eaux contaminées de la station nucléaire de Daiichi Fukushima, le Forum a renouvelé sa demande d'une « expertise indépendante et vérifiable afin de s'assurer d'un impact environnemental et sanitaire minimum... » https://lepetitjournal.com/nouvelle-caledonie/nouvelle-caledonie-palm-sommet-dirigeants-iles-pacifique-316433?fbclid=IwAR3aXE1krTIRQeOgfJXJh1IHBEnXckV_FzeDv1NhXRr5ZPv7fn8FF_YZarw

2) **Novembre 2021. Shaun Bernie, Greenpeace East Asia, fait référence à la Convention de Londres dans cet article « The Japanese government and the Fukushima nuclear disaster - History repeating itself ? »**

<https://www.greenpeace.org/international/story/50827/japanese-government-fukushima-nuclear-disaster-history/?fbclid=IwAR1IPFi7ppwfLU73oHsEDm84pPfVO64WjezbNst5esXQ5AzE5VpyxfjuTYE>

[fbclid=IwAR1IPFi7ppwfLU73oHsEDm84pPfVO64WjezbNst5esXQ5AzE5VpyxfjuTYE](https://www.greenpeace.org/international/story/50827/japanese-government-fukushima-nuclear-disaster-history/?fbclid=IwAR1IPFi7ppwfLU73oHsEDm84pPfVO64WjezbNst5esXQ5AzE5VpyxfjuTYE)

La Convention et le Protocole de Londres, conventions internationales établies entre les années 1970 et 1990, n'existent que grâce à la pression publique soutenue exercée sur les gouvernements et l'industrie nucléaire mondiale qui, depuis 1946, **déversaient des déchets nucléaires provenant de navires dans les océans du monde entier.** »

« Aujourd'hui, l'**AIEA** (...) continue à jouer le même rôle historique que celui défini dans son statut de 1957, à savoir **soutenir et promouvoir les intérêts de l'industrie nucléaire, et non protéger l'environnement ou la santé publique.** »

« Il y a une résonance historique et une ironie tragique dans les tentatives du Japon de soustraire la crise des déchets nucléaires de Fukushima à l'examen international (...) Le déversement russe de 1993 avait suscité l'indignation de l'opinion publique et du monde politique au Japon (...) Il y a près de trente ans, sa position était sans aucun doute motivée par son propre intérêt : protéger ses eaux côtières de la pollution radioactive et les droits de ses propres citoyens, en particulier les communautés de pêcheurs qui étaient menacées. À l'époque, la position du gouvernement japonais était la bonne et juste chose à faire.

Aujourd'hui, la protection de l'environnement marin contre **une pollution radioactive délibérée** reste la chose à faire et à faire légalement - sauf que ce n'est pas ce qui est en train de se passer. Le gouvernement du Premier ministre Kishida, ne tient pas compte des opinions et des droits de ses propres citoyens et des communautés de pêcheurs le long de la côte de Tohoku. La décision de rejeter les déchets viole l'accord conclu avec les **fédérations de pêche** de Fukushima, qui s'engageaient à respecter leurs points de vue. Ils n'agissent pas pour protéger l'environnement marin de la pollution radioactive, mais seront au contraire à l'origine de la pollution.

Il existe de nombreuses raisons techniques et radiologiques de s'opposer au déversement des eaux usées de Fukushima dans l'océan Pacifique. (...) alors que les océans de la planète sont déjà soumis aux menaces les plus graves, la décision d'un gouvernement de contaminer délibérément le Pacifique avec de la radioactivité parce que c'est l'option la moins coûteuse et la moins chère, alors qu'il y a des alternatives évidentes, semble très perverse. Le fait qu'il s'agisse du Japon, compte tenu de son rôle historique dans la garantie de l'interdiction des rejets nucléaires dans la convention et le protocole de Londres, rend la situation encore plus tragique (...)

Ce mépris des droits de l'homme des citoyens japonais et de ceux de la région Asie-Pacifique au sens large, y compris des populations autochtones, a été contesté à juste titre, notamment par les rapporteurs spéciaux des Nations unies sur les droits de l'homme (...)

Le Japon a l'obligation juridique internationale de prendre toutes les mesures possibles pour éviter la pollution transfrontalière due à la radioactivité (...) Les articles de la **Convention des**

Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS) sont encore plus pertinents et applicables aux projets malavisés de Tokyo.

3) - La Convention et le Protocole de Londres

https://www.imo.org/en/OurWork/Environment/Pages/London-Convention-Protocol.aspx?fbclid=IwAR080ey91hs_hCmTEI3IAt9w3A2vNmzGM08jc_n8Lb5dzH_PNW3larjB9q8

4) Avril 2022. Journal numérique indépendant civilbeat.org, Région Pacifique.

Un panel pluridisciplinaire de cinq scientifiques indépendants engagé par le PIF (Forum intergouvernemental des îles du Pacifique) réuni dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, remet en question le projet du Japon, après avoir examiné les données disponibles.

« Il n'a pas trouvé de preuves concluantes que le déversement serait totalement sûr. Un biologiste marin craint que la contamination n'affecte la chaîne alimentaire. »

Robert Richmond, directeur du Kewalo Marine Laboratory de l'université d'Hawaï déclare que « le groupe d'experts est unanimement convaincu que des lacunes importantes subsistent dans les informations. Les discussions précédentes sur la sécurité des plans japonais ont mis l'accent sur la chimie des rejets, mais pas sur la façon dont ils pourraient interagir avec la vie marine, a-t-il déclaré.

"Si l'océan était un récipient de verre stérile, ce serait un objet, a déclaré Richmond. Mais ce n'est pas le cas, vous savez, il y a beaucoup de biologie impliquée".

M. Richmond est particulièrement préoccupé par **le risque d'absorption du tritium dans le système alimentaire**, car cet isotope radioactif peut se lier au phytoplancton. Par son intermédiaire, il pourrait ensuite se retrouver dans l'ensemble de la chaîne alimentaire car les plantes microscopiques sont consommées par des mollusques et des petits poissons, qui sont ensuite consommés par d'autres poissons et, finalement, par les humains.

"Des substances comme le mercure dans le poisson sont devenues une préoccupation internationale. Il en sera de même pour les radionucléides", a déclaré M. Richmond.

Par ailleurs, **on est dans une situation dynamique** car le changement climatique affecte la température des eaux et les schémas météorologiques évoluent. "Lorsque les températures augmentent, de nombreux produits chimiques deviennent plus interactifs, et deviennent un peu différents en termes de décomposition, a-t-il déclaré. Ce sont donc tous ces éléments que nous devons prendre en compte".

Le Forum des îles du Pacifique a réuni son panel d'experts - spécialisés dans la politique et dans différentes disciplines scientifiques - en raison de la nature très technique du plan japonais.

Le FIP n'a pas répondu à une demande d'interview de la part du journal ; mais le secrétaire général du Forum, Henry Puna, a déclaré que si le Japon s'est montré ouvert et franc lors de plusieurs séances d'information organisées avec le Forum, il a souhaité faire appel à son propre groupe d'experts pour examiner les données et le conseiller. "Je tiens simplement à souligner que, pour nous, la question est très urgente, mais qu'elle nécessite également une réflexion très approfondie", a déclaré M. Puna en septembre.

L'AIEA devrait remettre les rapports de ses visites sur place au cours des deux prochains mois, selon son site Web, et publierait un rapport complet avant que l'eau ne soit libérée.

M. Richmond a déclaré que le panel souhaitait travailler avec le Japon et l'AIEA afin de garantir le meilleur résultat possible. Néanmoins, les informations vues par le panel montrent que **moins de 1 % des réservoirs d'eaux usées ont été traités et que moins de 20 % ont été échantillonnés de manière adéquate, déclare Richmond.** "Sur la base de ces seuls chiffres, nous ne sommes pas à l'aise pour faire des prédictions sur l'issue de la situation", a déclaré M. Richmond.

Le point de vue du Pacifique

Les groupes communautaires et les organisations environnementales s'inquiètent des effets à long terme sur leur région, étant donné son héritage d'essais nucléaires et ses retombées.

Les États-Unis ont exprimé leur soutien au plan en avril 2021, qui a depuis été critiqué par les territoires américains et les États affiliés.

La représentante Sheila Babauta, du Commonwealth des îles Mariannes du Nord, a présenté une résolution à la Chambre des représentants pour s'opposer à tout essai, stockage ou élimination de déchets nucléaires dans le Pacifique.

Cette résolution a été adoptée en décembre, plusieurs mois après que les États-Unis ont fait connaître leur position et après que d'autres groupes et gouvernements du Pacifique ont condamné cette initiative.

"L'océan est notre plus ancien ancêtre. L'océan est notre héritage", a déclaré Mme Babauta. "C'est ce que nous allons laisser à nos enfants ».

https://www.civilbeat.org/2022/04/scientists-japans-plan-to-dump-nuclear-waste-into-the-pacific-ocean-may-not-be-safe/?fbclid=IwAR3KBzqNCGjt5---m4rv9j-eOxnorW83QiXEbVWiqyE0BaVulqFFvuC_gKM

5) **Août 2022. Korea Times, Edition nationale :**

[https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2020/07/371_285553.html?](https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2020/07/371_285553.html?fbclid=IwAR26IZB4q71f3p7xWtem4760wKhJzE4lswPzpZcUAVeESgjf3zB6HcV2XPY)

[fbclid=IwAR26IZB4q71f3p7xWtem4760wKhJzE4lswPzpZcUAVeESgjf3zB6HcV2XPY](https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2020/07/371_285553.html?fbclid=IwAR26IZB4q71f3p7xWtem4760wKhJzE4lswPzpZcUAVeESgjf3zB6HcV2XPY)

Titre : Le plan du Japon pour l'eau radioactive défie la loi internationale

[...] la décision du gouvernement japonais de traiter puis de rejeter dans l'océan les eaux radioactives de Fukushima constituerait une **menace directe pour l'environnement marin, y compris celui des eaux territoriales de la péninsule coréenne**. Ainsi, le Japon violerait ses obligations telles que définies par le droit international de l'environnement, notamment la **Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM ou UNCLOS)**.

Par conséquent, le gouvernement coréen a le droit légal de s'opposer au déversement d'eau radioactive provenant de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi.

Le rejet de matières radioactives dans le milieu marin par la centrale nucléaire augmentera inévitablement l'exposition des espèces marines à la radioactivité, le niveau exact d'exposition dépendant de multiples variables. Les concentrations dans le biote ont une incidence directe sur ceux qui sont susceptibles de les consommer, notamment les espèces marines et, en fin de compte, les humains.

Le million de tonnes d'eau hautement contaminée stockée dans près de 1000 réservoirs à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi contient actuellement des **concentrations de tritium ...**

L'eau contient également d'autres radionucléides en plus du tritium, dont le **très dangereux strontium 90**... Estimation de 30 000 mégabecquerels de strontium 90 dans les réservoirs. Pour donner une idée de cette quantité de strontium 90, c'est ce qu'un réacteur à eau pressurisée moyen rejetterait dans ses déchets liquides s'il devait fonctionner pendant 120 000 ans. C'est plus de la moitié du nombre d'années pendant lesquelles les humains ont habité la terre. Plus menaçant encore, ces rejets ne représentent qu'une petite fraction de l'inventaire radioactif de ce qui reste sur le site nucléaire détruit. La majeure partie du strontium 90 se trouve encore dans les coriums du site - une quantité 17,3 millions de fois supérieure à celle qui serait rejetée.

Et de nombreux autres radionucléides sont présents dans l'eau contaminée... notamment l'iode 129, dont la demi-vie est de 13 millions d'années.

Pour la Corée du Sud, les conséquences de cette exposition aux radiations sont d'une **grande importance pour ses communautés de pêcheurs, la population en général et le gouvernement**. Le cocktail toxique de radionucléides provenant de Fukushima Daiichi va rapidement se disperser à travers les forts courants côtiers le long de la côte Pacifique du Japon, et pénétrer dans la mer de l'Est via la mer de Chine orientale, y compris dans les eaux de la péninsule coréenne. « Nous le savons grâce aux prélèvements d'eau de mer effectués après la catastrophe nucléaire de mars 2011 ».

Outre les exigences de l'Organisation Maritime Internationale des Nations unies (OMI), le Japon est tenu de respecter le droit international qui interdit les dommages environnementaux transfrontaliers importants... Avant tout rejet dans l'océan Pacifique, le Japon est tenu de réaliser

une évaluation de l'impact sur l'environnement en vertu de l'article 206 de la CNUDM. Les principes internationaux de radioprotection exigent qu'une décision d'augmenter la radioactivité dans l'environnement soit justifiée, et s'il existe une alternative viable - dans ce cas, le stockage à long terme - elle ne peut être justifiée. la seule voie acceptable pour le gouvernement japonais est de mettre fin à ses plans de rejet...

Auteurs

Duncan Currie, juriste spécialisé dans le droit international et l'environnement.

Shaun Burnie, spécialiste senior du nucléaire au sein de Greenpeace Allemagne, et passe la plupart de son temps au Japon. Depuis 35 ans, il travaille sur les questions nucléaires en Asie, dans l'ancienne Union soviétique, en Europe, en Amérique du Nord et du Sud et au Moyen-Orient. Il a travaillé contre l'exploitation des réacteurs TEPCO Fukushima Daiichi depuis 1997.

6) **Janvier 2023**. Benarnews.org, Bangkok.

https://www.benarnews.org/english/news/pacific/fukushima-water-01272023014048.html?fbclid=IwAR080ey91hs_hCmTEI3IAAt9w3A2vNmzGM08jc_n8Lb5dzH_PNW3larjB9q8

Des responsables des nations insulaires du Pacifique rencontreront le premier ministre japonais Fumio Kishida autour du 7 mars, dans le but de mettre un terme au projet de rejet, a déclaré un dirigeant régional. [le rejet devrait débuter en avril de cette année]

Ce projet de rejet des eaux contaminé est «une source de tension entre le Japon et les nations insulaires du Pacifique et une complication possible pour les efforts des États-Unis et de leurs alliés visant à manifester un engagement renouvelé dans la région du Pacifique au moment où l'influence de la Chine grandit. »

Il "constitue un problème très grave que nos dirigeants ont reconnu comme devant être stoppé à tout prix", a déclaré jeudi **Henry Puna, secrétaire général du Forum des îles du Pacifique** composé de 18 nations, lors d'une conférence de presse à Honiara, capitale des îles Salomon.

Les autorités insulaires ne sont pas convaincues de l'innocuité du rejet. Elles souhaitent que le plan de TEPCO soit différé, les investigations approfondies.

En effet, **les données de TEPCO sont mises en question : 5 scientifiques, qui ont travaillé la semaine dernière pour le prochain forum, au nombre desquels figure Ken Buessler** (le directeur scientifique de WHOI, US) mettent en doute la qualité des données de TEPCO, concernant le traitement des 64 radionucléides et l'efficacité du système de filtration [ALPS].

Ils ont dit que « Depuis plus de 4 ans, un quart seulement des conteneurs d'eau contaminée ont subi des contrôles de radioactivité, et ces contrôles n'ont pas concerné plus de 9 types de radionucléides parmi les 64 concernés par ces contrôles».

Henry Puna : Des décennies de rejets d'eau de Fukushima pourraient "porter atteinte à nos moyens de subsistance en tant que peuple très dépendant et lié à l'océan dans notre culture et notre identité. »

Mihai Sora, analyste du Pacifique à l'Institut Lowy d'Australie a déclaré qu'il était difficile d'imaginer une proposition plus alarmante après "l'héritage toxique" des essais atomiques et du déversement de leurs déchets dans le Pacifique.. en ajoutant que « le moment ne pourrait guère être plus mal choisi, dans un contexte de concurrence géopolitique régionale où les puissances traditionnelles se bousculent pour démontrer qui est le meilleur partenaire du Pacifique.

Des décennies de bonne volonté régionale durement acquise à l'égard de l'engagement du Japon dans le Pacifique sont menacées par cette seule initiative politique ».

Le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce a déclaré qu'il se félicitait de l'engagement du Japon à procéder à une évaluation scientifique approfondie...

7) **Mars 2023. Agence de presse AP. Déclarations du Directeur de la centrale nucléaire de Fukushima DAIICHI & Président du Démantèlement, Akira ONO.**

L'exploitant doit encore travailler sur une explication "**facile à comprendre**" et sur des **preuves scientifiques** pour aider les gens à comprendre le rejet. Le démantèlement de Fukushima Daiichi lui-même repose sur la compréhension et **la confiance** de chacun dans la société", a déclaré Akira Ono.

https://apnews.com/article/japan-fukushima-nuclear-plant-decommissioning-a2c9538ce60e8a09c69d446cc5206f84?fbclid=IwAR2r05I3sL9OtiPkU_GhpWWIZv7rw_k3D--psA8pedGBrrObdeVk2A_tOis

8) Mai 2023. A l'issue d'une conférence de presse en Corée du Sud, l'une des principales agences de presse chinoise cite Timothy Mousseau et Shaun Bernie, au sujet du rejet de Tritium ainsi que de l'ALPS.

Le tritium sera nocif pour l'organisme humain car l'exposition interne peut être plus dangereuse que l'exposition externe, a déclaré jeudi un scientifique de renom, **Timothy Mousseau**, professeur de sciences biologiques à l'université de Caroline du Sud, lors d'une conférence de presse à Séoul.

Le gouvernement japonais, les institutions et TEPCO ont affirmé que le tritium n'était pas dangereux parce qu'il émettait une particule bêta très "faible", mais le professeur a qualifié cette affirmation de "fable".

"L'ingestion est vraiment la plus dangereuse. Les gens ont affirmé que le tritium n'était pas dangereux en raison des préoccupations liées à l'exposition externe, mais en utilisant le même argument, vous diriez que l'uranium 235 n'est pas dangereux", a-t-il fait remarquer.

Le tritium est connu pour être un émetteur de particules bêta de faible énergie incapables de pénétrer dans le corps humain car elles sont arrêtées par une couche de vêtements ...Or, si l'eau tritiée ou le tritium organiquement lié sont systématiquement ingérés, les rayonnements ionisants endommageraient directement l'ADN ou affecteraient indirectement d'autres activités métaboliques par le biais d'un stress oxydatif ou d'un déséquilibre à l'intérieur du corps, pouvant entraîner des lésions cellulaires et tissulaires.

"La molécule de tritium entre dans la cellule et éjecte un électron... C'est une petite balle. C'est comme une balle de revolver. Il sort du noyau de l'atome de tritium. Cette balle frappe quelque chose comme l'ADN", a déclaré M. Mousseau.

"Ce qui rend le tritium plus dangereux que les émissions à haute énergie, c'est que la balle se déplace assez lentement, qu'elle heurte quelque chose et qu'elle rebondit. Elle frappe ensuite quelque chose d'autre, puis encore quelque chose d'autre. Elle ne va nulle part, ce qui fait que les dommages causés par cette particule bêta sont groupés", note le professeur.

"Les particules bêta à haute énergie sont plus énergétiques. Elles frappent quelque chose, certes, mais elles continuent et traversent la cellule, voire sortent du corps, et causent ainsi beaucoup moins de dégâts. C'est pourquoi nous devons prêter attention au tritium en particulier", a-t-il ajouté.

M. Mousseau, qui a publié plus de 130 articles scientifiques sur les effets des rayonnements, **a présenté au début du mois un nouvel article sur les conséquences biologiques de l'exposition au tritium**, basé sur 250 études, après avoir analysé plus de 700 000 références au tritium. Selon ce document, la littérature scientifique indique que le tritium peut être génotoxique et cancérigène et qu'il peut affecter les systèmes reproductifs tels que les spermatozoïdes et les ovules.

Le Japon prévoyait de rejeter plus de 1,2 million de tonnes d'eau chargée en tritium dans l'océan pendant 30 ans à partir de 2023, mais les rejets dureraient beaucoup plus longtemps que prévu, a déclaré **Shaun Burnie**, spécialiste principal du nucléaire à Greenpeace Asie de l'Est, lors de la conférence de presse.

"Ces rejets pourraient commencer dès le mois de juillet, voire plus tard, et se poursuivre pendant de nombreuses décennies, non seulement pendant 30 ans, mais aussi pendant 50, 60, 70, 80 ans. Le siècle prochain est vraiment possible", a déclaré M. Burnie.

"Il s'agit donc d'une **décision délibérée de polluer** et de contaminer l'environnement, ce qui n'est pas nécessaire car il y a suffisamment d'espace de stockage dans les deux districts voisins de la centrale nucléaire de Fukushima", a-t-il fait remarquer.

M. Burnie s'est également montré sceptique quant à l'affirmation du Japon selon laquelle l'eau contaminée pourrait être diluée grâce à un système avancé de traitement des liquides (**ALPS**).

"**Il s'agit d'une eau qui est entrée en contact direct avec un réacteur, un combustible nucléaire qui a subi une fusion importante, ce qui signifie que les produits de fission contenus dans le combustible nucléaire sont entrés en contact direct avec l'eau**", a déclaré le spécialiste.

"On ne sait pas exactement dans quelle mesure le système ALPS traite l'eau avec succès. Environ 70 % de l'eau contenue dans les réservoirs doit encore être traitée. Nous ne savons donc pas encore quelle sera l'efficacité de ce système. L'eau ne peut pas être rejetée en l'état actuel des choses", a-t-il ajouté.

https://news.cgtn.com/news/2023-04-28/Discharge-of-tritium-from-Fukushima-to-harm-human-body-scientist-1jmIT8F9M0U/index.html?fbclid=IwAR3keTAg63f4MC0cazL2eZ60ZHPXPaPG8IKro47XWAcWjZWbrarkGL_HYqk

9) **Septembre 2023. Îles Salomon, déclaration du Premier ministre Manasseh Sogavare à la 78e AG des Nations-Unies, New York.**

Un article de l'agence de presse internationale turque Anadolu Agency

Les îles Salomon ont déclaré que **le rapport de l'(AIEA) sur l'eau radioactive de Fukushima n'était "pas concluant"** et se sont lancées dans une critique cinglante du Japon pour le rejet de ses déchets nucléaires dans la mer.

"Nous constatons que le rapport d'évaluation de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) n'est pas concluant et que les données scientifiques communiquées restent inadéquates, incomplètes et partiales", a déclaré le Premier ministre Manasseh Sogavare lors de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

"Les Îles Salomon se joignent aux autres îles du Pacifique et sont consternées par la décision du Japon de rejeter plus d'un million de tonnes d'eaux usées nucléaires traitées dans l'océan", a-t-il ajouté.

Tokyo a commencé à rejeter les déchets nucléaires de la centrale accidentée de Fukushima le mois dernier, ce qui a suscité une **vive réaction de la part de la Chine**, qui a interdit les importations de fruits de mer en provenance du Japon.

Avant que le Japon ne rejette ses déchets nucléaires, **l'AIEA** a publié un rapport affirmant que la décision de Tokyo n'aurait aucun effet sur la vie humaine et marine. Mais elle n'a ni recommandé ni soutenu la décision du Japon.

M. Sogavare a déclaré que "les inquiétudes ont été ignorées". "Si les eaux usées nucléaires sont sûres, elles devraient être stockées au Japon. Le fait qu'elles soient déversées dans l'océan montre qu'elles ne sont pas sûres", a-t-il déclaré aux Nations unies. Il a exhorté le Japon à mettre fin au déversement des eaux radioactives et a déclaré : "L'effet de cet acte est transfrontalier et intergénérationnel et constitue une atteinte à la confiance et à la solidarité mondiales.

"Le réchauffement et l'acidification accrus des océans en raison du rejet d'eau nucléaire traitée sur une période de plus de 30 ans présentent des risques inquiétants pour le bien-être et l'avenir de nos populations.

Si nous voulons rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale, nous devons faire preuve d'honnêteté et de franchise dans la protection de nos océans, qui sont l'élément vital de notre peuple", a déclaré M. Sogavare.

<https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/solomon-islands-acknowledges-inconclusive-iaea-report-on-japan-nuclear-waste/2999123?fbclid=IwAR3M1BPxL4Gtyn-ntH0O GggiVYLSOIXic9UOs1cxqH22zEiohqEo3gcbRY>

10) **Septembre 2023. Tokyo (Agence France Presse). Une centaine de pêcheurs et d'habitants du département de Fukushima portent plainte contre l'Etat japonais**

L'article (France 24) aborde également les restrictions à l'importation de produits de la mer japonais par la Chine et Hong Kong.

https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20230904-rejet-de-l-eau-de-fukushima-des-pecheurs-portent-plainte-contre-l-etat-japonais?fbclid=IwAR0xiDSpT_MMpmILSx6f4keVY9XdK0gfQxTBpLICBni4ue5_XgJQt9P1aPc

11) **Septembre 2023.** On citera pour conclure un article de Mediapart, *l'un des très rares articles sur le sujet qu'on ait pu trouver en ligne, venant de la France...*

Il s'agit d'un reportage au Japon, dans le département de Fukushima, auprès des plus proches victimes du plan de rejet.

Titre : A Fukushima, le rejet des eaux de la centrale est vécu comme une trahison.

<https://www.mediapart.fr/journal/international/250923/fukushima-le-rejet-des-eaux-de-la-centrale-est-vecu-comme-une-trahison>

Le rejet s'est décidé sans l'accord de la Fédération nationale de pêche, ni de la population locale...malgré la promesse de 2015 faite par le gouvernement de ne procéder à aucun rejet dans l'océan sans leur consentement.

Une plainte a été déposée par une centaine de pêcheurs de la préfecture de Fukushima, qui exigent l'arrêt immédiat du rejet.

«C'est quand même difficile de comprendre l'action de ce gouvernement qui décide de nos vies sans nous consulter» s'interroge **Katsunobu Sakurai, 67 ans, ancien maire de Minamisôma** (2010-2018)...La population de Minamisôma a beaucoup souffert, rappelle son ancien maire...Sur la question du rejet en lui-même, Katsunobu Sakurai ne «comprend pas la confiance qu'ils affichent : ce n'est pas de l'eau propre qu'ils rejettent ».

L'expression « eaux traitées » est insupportable aux oreilles d'Harue Sampei, 63 ans. « Ce n'est pas de l'eau traitée, c'est de l'eau contaminée. » **Devenue porte-parole de ces vies brisées par l'accident nucléaire, Harue Sampei mène actuellement une plainte au tribunal** pour que le gouvernement et Tepco « *reconnaissent leurs responsabilités* » ...Lorsqu'elle pense au rejet, elle ne peut s'empêcher de penser à Minamata. Entre 1910 et 1960, l'usine Chisso rejette ses déchets, des produits chimiques, dans la baie de Minamata, dans le sud du pays : dans les années 1950 commenceront à se multiplier les cas d'empoisonnement, qui entraîneront, chez 35 % des victimes, la mort. Ce n'est que dans les années 1960 que l'on comprendra que la raison de cette catastrophe sanitaire est une pollution industrielle...« Ce n'est qu'au bout de trente ans que le lien de cause à effet a pu être établi à Minamata... Qui dit que cela ne sera pas la même chose à Fukushima ? »

Les eaux sont traitées selon la méthode dite « **Alps** »...[qui] ne permet toutefois pas d'éliminer 29 [radionucléides sur les 62 présents] dont le tritium. De plus, parmi ces 29 radionucléides, certains, comme **le radioruthénium (106Ru)**, sont rejetés sans études scientifiques préalables qui garantiraient leur innocuité, explique la National Association of Marine Laboratories (**NAML**).

« Ces bidons contiennent de l'eau que nous avons échantillonnée au large de la centrale », explique **Ai Kimura, 44 ans, l'une des douze mères de famille qui ont fondé l'ONG Tarachine, à Iwaki**, en montrant des bidons du doigt. Depuis novembre 2011, ces femmes mesurent la radioactivité dans l'air, la terre, le poisson, les fruits et légumes et désormais l'eau, grâce à du matériel de pointe financé par des dons citoyens. En plus de ses propres mesures, l'ONG offre aux habitant-es de déposer des produits à analyser s'ils le souhaitent, gratuitement. Depuis 2013, un médecin réalise aussi des examens de la thyroïde chez les enfants. Avec le début du rejet, les

prélèvements au large de la centrale démarrés en 2021 vont passer de deux à « quatre par an », précise Ai Kimura. « **Nous allons prélever** de l'eau de mer, mais aussi des poissons, des algues et du plancton sur quatre sites, à 1,5 kilomètre au large de la centrale. » Soit à 500 mètres de la bouche du tunnel. Ai Kimura estime que « **ce n'est pas un problème propre à [sa] préfecture, cela concerne le monde entier et l'environnement que l'on veut laisser aux générations futures** ».

Professeur et chercheur à l'université de Tokyo, Katsumi Shozugawa est expert en mesure de matières radioactives. « Nous avons une idée générale du comportement dans l'environnement de certains nucléides, comme le tritium et les radiocésiums, explique-t-il. En revanche, nous ne savons pas comment le radioruthénium (^{106}Ru), l'un des 29 radionucléides que l'on trouve dans les eaux traitées à l'Alps, se comporte dans l'environnement et s'il affecte les organismes vivants. » **En raison de ce manque de données, « comment peut-on juger de leur innocuité ? », demande l'expert.** Pour lui, il est « très peu probable que le tritium soit détecté dans l'eau de mer, même pour des taux de concentration dix ou même cent fois supérieurs aux taux de celles qui sont actuellement rejetées. Dans le passé, le Japon a rejeté de grandes quantités de tritium à partir de plusieurs installations nucléaires, et les études avaient montré qu'il était difficile de le détecter, même à une faible distance de la fosse de déversement ».

Pour Katsumi Shozugawa, la problématique majeure est « la confiance » : « Douze années se sont écoulées depuis l'accident de Fukushima Daiichi, et ni Tepco ni le gouvernement japonais n'ont gagné la confiance des populations. »

Dossier et présentation en français Javale Gola - 26/09/2023 -